



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 09 DEC. 2025

mettant en demeure la société DE DIETRICH de respecter des dispositions relatives à l'aménagement et à l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement qu'elle exploite au 30 Grand rue à Zinswiller (67110)

AIOT : 0006700571

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8 et R.181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 02 janvier 2019 précisant les modalités de recueil de données relatives aux installations de combustion moyennes ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2006 autorisant la société DE DIETRICH à exploiter des installations classées à Zinswiller et codifiant l'ensemble des prescriptions associées à ces installations ;
- VU** le rapport d'inspection du 31 octobre 2025 relatif à la visite du 1^{er} octobre 2025 des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société DE DIETRICH, sise 30 Grand rue à Zinswiller (67110) ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 1^{er} octobre 2025, l'inspection a constaté les non-conformités suivantes :

CONSIDÉRANT comme notable les modifications apportées par l'exploitant à ses installations de combustion ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article R.181-46 du code de l'environnement, la société DE DIETRICH n'a pas porté à la connaissance du préfet, avant leur réalisation les modifications apportées à ses installations de combustion ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 02 janvier 2019 susvisé, la société DE DIETRICH n'a pas déclaré par voie électronique les informations demandées à l'article R.515-114 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 6.3. I de l'annexe I de l'arrêté du 03 août 2018 susvisé, la société DE DIETRICH n'a pas fait effectuer les mesures prescrites dans les gaz rejetés à l'atmosphère pour ses installations de combustion ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2006, les résultats des mesures des effluents gazeux rejetés à l'atmosphère montrent des dépassements des valeurs maximales pour les équipements et paramètres suivants :

- Four rotatif (également dénommé four émaux)
 - Oxydes d'azote (NOX) : 735 mg/Nm³ (limite autorisée : 150 mg/Nm³)
 - Fluorure d'hydrogène (HF) : 27 mg/Nm³ (limite autorisée : 5 mg/Nm³)
- Préparation email/local mélangeur
 - COVt : 141 mg/Nm³ (limite autorisée : 75 mg/Nm³) ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « I. - Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure

La société DE DIETRICH, dont le siège social est situé 5 rue de Lisbonne à Schiltigheim (67300) et les installations classées qu'elle exploite au 30 Grand rue à Zinswiller (67110) est mise en demeure de respecter, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions ci-après :

- de l'article R.181-46 du code de l'environnement : « II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. » ;
- de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 02 janvier 2019 susvisé : « Les informations demandées à l'article R. 515-114 du code de l'environnement sont déclarées par voie électronique sur le site internet <https://demarches-simplifiees.fr/>. » ;
- de l'article 6.3 I de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé : « I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé (...), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. » :
- de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2006 susvisé : « Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution : (...)
 - **Four rotatif**
 - SO₂ : 35 mg/Nm³
 - NO_x : 150 mg/Nm³
 - Poussières : 100 mg/Nm³
 - Fluorures/Acide fluorhydrique : 5 mg/Nm³
 - Métaux totaux : 5 mg/Nm³

(...)

- **Préparation email**
COV : 75 mg/Nm³
Poussières : 100 mg/Nm³.
(...). ».

Article 2 : Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Voie et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : Exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société DE DIETRICH, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de la commune de Zinswiller.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO